Résumés

Benjamin Gidron

L'évolution de l'économie sociale en Israël: le rôle joué par l'idéologie prédominante

L'article présente une étude de cas illustrant l'évolution de l'économie sociale en Israël. Il se fonde sur des données quantitatives concernant la structure économique de ce secteur ainsi que sur des données historiques sur les changements dans ce secteur depuis 80 ans. Cette période est divisée en trois époques dont chacune se caractérise par une autre idéologie prédominante. Cet article souligne les interactions qui existent entre l'idéologie prédominante, le type d'organisation à but non lucratif qui se créé et son rôle dans la société. Les changements sont illustrés en prenant comme exemple deux organisations clé (la Histadrut ou Fédération des Syndicats des Travailleurs et l'Agence juive) et deux populations minoritaires (les Charedi ou juifs ultra-orthodoxes et les arabes).

Cette étude qui présente l'économie sociale d'Israël dans le contexte de son histoire sociale permet de tester certaines théories visant à expliquer l'évolution et les caractéristiques de ce secteur. L'article passe donc également en revue les implications du cas israélien et la contribution qu'il peut faire à la théorie internationale en matière d'économie sociale.

Craig R. Humphrey et Rodney A. Erickson

Les organisations de développement industriel à but non lucratif et la manière dont elles rendent compte au public

Les organisations de développement industriel à but non lucratif constituent une réaction courante mais jusqu'ici peu étudiée au phénomène, très répandu aux USA, de la désindustrialisation. Ces organisations peuvent être des sociétés enregistrées en tant que corporation à but non lucratif ou bien des agences sous l'égide des pouvoirs publics ou des collectivités locales. La plupart d'entre elles bénéficient, au moins partiellement, d'un financement public afin de promouvoir le développement de l'industrie locale. Une question essentielle qui, d'après des études menées en 1984 et en 1994 auprès des dirigeants de ces organisations se pose de manière de plus en plus aiguë, est donc de savoir dans quelle mesure elles rendent compte au public qu'elles sont censées servir. Les méthodes généralement constatées sont, entre autres: auditions publiques, efforts visant à inclure plus de femmes et de représentants des groupes ethniques minoritaires au sein de leurs instances dirigeantes et relations avec d'autres organismes de développement local. Les rares organisations comptant des femmes et des représentants des groupes ethniques minoritaires parmi leurs dirigeants font preuve en général d'un souci plus marqué de rendre compte au public. Pour celles dont les dirigeants sont essentiellement des fonctionnaires ce souci est moins marqué, sans doute parce que leur présence en tant que représentants des autorités publiques les oblige déjà à rendre directement compte.

https://doi.org/10.1007/BF02354185 Published online by Cambridge University Press